

## [Décryptage] Le plan von der Leyen pour réarmer l'Europe ! Cinq propositions principales (v3)



Ursula von der Leyen présentant son plan ce matin 4 mars (Flux : EBS / Sélection B2)

**(B2) La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a dévoilé mardi 4 mars, une série de propositions phares pour soutenir les États membres et l'industrie de défense européenne. En prélude à la discussion entre les Vingt-Sept réunis en sommet spécial ce jeudi 6 mars. Détails.**

Cet article constitue une refonte de l'alerte parue juste dès la déclaration, avec différentes précisions et corrections nécessaires.

La présidente a fait une courte déclaration au point VIP de la Commission européenne à Bruxelles mardi matin. Histoire de camper le décor avant le Conseil européen du 6 mars (lire : [\[Avant-Première\] Sommet européen spécial du 6 mars : les principaux points des conclusions](#)). Elle avait annoncé ce plan lors du mini-sommet de Lancaster House, dimanche 2 mars (lire : [\[Actualité\] Un mini sommet à Londres pour resserrer les rangs entre Européens](#)). Elle a ensuite détaillé certains des aspects dans une lettre envoyée aux 27 chefs d'État ou de gouvernement.

### Préparer l'Europe des dix ans à venir

L'enjeu est de donner à l'Europe les moyens de se réarmer sur la prochaine décennie, pour « *une Europe sûre et résiliente* », explique Ursula von der Leyen, qui n'oublie pas son passé de ministre de la Défense en Allemagne. « *Nous avons besoin d'une augmentation massive de la défense européenne. La sécurité durable repose sur la force* ». Ce paquet « *pour réarmer l'Europe* » repose sur cinq points.

#### 1. Une souplesse dans le Pacte de stabilité (jusqu'à 650 milliards d'euros)

La Commission propose d'activer la clause de dérogation dans le cadre du pacte de stabilité et de croissance. Pour que les États membres puissent augmenter les dépenses dans le domaine de la défense de 1,5% du PIB, sans risquer l'ouverture d'une procédure pour déficit excessif. Ce qui permettrait de dégager « *quelque 650 milliards d'euros sur la période* » (lire : [\[fiche-mémo\] La clause dérogatoire au pacte de stabilité](#)).

## 2. Un nouvel instrument de prêts pour la défense (150 milliards d'euros)

La présidente de la Commission veut aussi créer un nouvel instrument « *pour dépenser mieux et ensemble dans des capacités pan-européennes* ». Doté de 150 milliards, il sera financé grâce à des prêts, gagés sur le budget communautaire, selon un système semblable à l'assistance macro-financière, même s'il diffère dans sa base juridique.

Il serait fondé sur l'article 122 du Traité (ex article 100) qui permet, d'une part, d'adopter « *dans un esprit de solidarité entre les États membres, des mesures appropriées à la situation économique, en particulier si de graves difficultés surviennent dans l'approvisionnement de certains produits* » (alinéa 1) et, d'autre part, d'« *accorder, sous certaines conditions, une assistance financière de l'Union* » à un État membre en difficulté en cas de circonstances exceptionnelles (alinéa 2). Des décisions qui peuvent intervenir rapidement puisqu'elles ne nécessitent qu'un accord du Conseil, une fois la proposition de la Commission européenne déposée formellement. Le Parlement européen étant juste informé.

Ce nouvel instrument devrait être utilisé, indique la présidente de la Commission dans sa lettre envoyée aux 27, dans les domaines « *capacitaires prioritaires* », « *en ligne avec l'OTAN* », à commencer par « *la défense aérienne et anti-missiles* ». En particulier, l'initiative allemande *European Sky Shield*, qui regroupe actuellement 22 pays (lire aussi : [Quinze alliés veulent se doter d'un bouclier anti-missiles et d'une défense aérienne en commun](#)). Pourront aussi être financés : les systèmes d'artillerie, les missiles et munitions, les drones et systèmes anti-drones, les catalyseurs stratégiques, la protection des infrastructures critiques (notamment via l'espace), la mobilité militaire, le cyber, l'intelligence artificielle et la guerre électronique.

L'idée « *d'acheter en commun* » devrait être encouragée, car cela permet d'assurer « *une meilleure interopérabilité et prévisibilité, une réduction des coûts et de créer la dimension nécessaire pour renforcer la base industrielle de défense européenne* », indique Ursula von der Leyen.

NB : une somme énorme qui représente 100 fois le montant du programme EDIP, en cours de négociation entre les États membres (lire : [\[Décryptage\] EDIP : un programme européen industriel de défense multirôle](#)). Mais qui aura un montage différent. Ce dispositif, étalé sur plusieurs années, sera financé par des prêts.

L'idée de pouvoir utiliser l'argent non dépensé des prêts du plan post-covid *Next Generation* n'a pas été reprise. Il reste environ 93 milliards à dépenser théoriquement avant 2027. Mais cela paraît compliqué. Et ce plan a été divisé en autant de montants que d'États membres : certains ont déjà quasiment tout dépensé (la France notamment), d'autres beaucoup moins (Italie, Espagne). Donc l'idée a été renvoyée, pour l'instant.

## 3. Piocher dans les fonds pour les régions...

À « *court terme* », l'Union européenne « *peut faire plus* », avec le budget européen, en redéployant certaines lignes budgétaires, insiste la présidente de la Commission. Elle propose d'ouvrir la possibilité aux États membres « *d'utiliser les programmes de cohésion pour renforcer les dépenses en matière de défense* ». La révision à mi-mandat des programmes de cohésion est une « *opportunité* » pour soutenir directement les *investissements de défense* ». De quoi faire hurler une partie des représentants des régions sur le mode : pas touche à mon budget.

### **... et diverses incitations financières ou normatives**

L'exécutif européen veut aussi mettre en place certaines incitations, soit au niveau des règles existantes (dans l'esprit du plan compétitivité, présenté la semaine dernière par le vice-président français Stéphane Séjourné), soit des financements possibles, pour le secteur de la défense :

- « faciliter le processus de transferts volontaires des autres fonds de l'UE avec l'objectif de la défense ;
- éliminer les restrictions existantes pour soutenir les grandes entreprises dans le secteur de la défense ;
- augmenter les incitations financières, tels que le préfinancement et le cofinancement ;
- assouplir les règles de concentrations pour les financements investis dans la défense ».

En parallèle, la plateforme STEP pour soutenir les technologies stratégiques pour l'économie européenne, destinée à mobiliser les financements publics et privés (lire : [Le budget MFF et... le programme STEP](#)) pourrait être mobilisée davantage en l'étendant à toutes les technologies pertinentes pour le secteur de défense.

## **4. Une contribution de la BEI**

Cette capacité devra être complétée par les prêts de la Banque européenne d'investissement. Ce qui ne sera pas aisé. La Banque ayant à plusieurs reprises manifesté son opposition à tout pas supplémentaire vers le militaire pur. (Lire : [\[Actualité\] La BEI impassible face aux demandes de financement accru de la défense](#))

## **5. Mobiliser les capitaux privés**

Il s'agit enfin de « *s'assurer* » que les entreprises de défense ont « *le meilleur accès possible aux capitaux et à la finance* » et de « *sécuriser* » les financements « *optimaux à travers les chaînes de production de la R&D (recherche et développement) à la livraison* ». L'idée consiste ici à « *mobiliser les capitaux privés* », notamment les milliards d'euros d'épargne des Européens investis sur les marchés. Il faut donc « *accélérer l'Union des marchés de capitaux* », affirme la présidente, en évoquant la prochaine présentation d'une communication sur « *une Union de l'épargne et de l'investissement* ».

(Emmanuelle Stroesser & Nicolas Gros-Verheyde)

Document : [vidéo](#) de l'intervention d'Ursula von der Leyen + [script](#) de son intervention + [lettre](#) envoyée au Conseil européen

Mise à jour : (v2) précisions apportées sur l'origine des sommes, (v3) nombreux détails sur les différents

*instruments proposés.*

Lire aussi :

- [\[Dossier n°105\] La défense européenne à l'heure de la guerre en Ukraine \(2022-2024\) \(v2\)](#)